

L'algérie : un calme trompeur

Luis Martinez

▶ **To cite this version:**

Luis Martinez. L'algérie : un calme trompeur. 2011. hal-01069519

HAL Id: hal-01069519

https://sciencespo.hal.science/hal-01069519

Preprint submitted on 29 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

EuroMeSCo
IEMed.
European Institute of the Mediterranean

BRIEF n. 25
25 November 2011

L'ALGÉRIE : UN CALME TROMPEUR ?

*Luis Martinez**

L'Algérie officielle regarde avec inquiétude la Libye. Comme sa voisine, elle partage un certains nombres de similitudes : une rente pétrolière censée l'immuniser contre les révoltes, des islamistes libérés après avoir été vaincus et emprisonnés, une population exaspérée, la dureté des conditions de vie. Alors que les dirigeants algériens escomptaient un enlisement de l'Otan en Libye et l'espoir d'y jouer le rôle d'un allié indésirable, mais incontournable, à l'instar du Pakistan en Afghanistan, la fin tragique de Kadhafi a sonné le glas de cette vision. La Libye « libérée » ne manque pas de soulever des interrogations en Algérie. Pourquoi les révoltés libyens ont-ils aussi vite basculé, à la différence des Tunisiens, Égyptiens et Syriens, dans une stratégie insurrectionnelle ? Ce scénario libyen est-il à même de se reproduire en Algérie ? L'Algérie n'est pas la Libye, son chef d'État, Abdelaziz Bouteflika ne cristallise pas sur sa personne le sentiment de détestation que Kadhafi inspirait aux Libyens. En revanche, si révolte il y a, il est à craindre qu'elle ne s'inspire pas du mode sacrificiel des manifestants syriens, mais beaucoup plus du modèle insurrectionnel libyen. Mais, pour l'heure et contre toute attente, l'Algérie ne se soulève pas. Bien que des centaines de manifestations aient lieu, aucune ne s'est transformée en un mouvement de masse : pour la plupart, elles sont sectorielles et réclament non pas le départ du président Abdelaziz Bouteflika, mais des augmentations de salaires ! Alors que l'on cherche à comprendre comment la Tunisie et l'Égypte sont parvenues, de façon inattendue, à chasser leurs présidents respectifs, on s'interroge sur l'incapacité de l'Algérie à produire une action collective pacifique à même de la faire basculer dans le camp des pays en transition.

Des émeutes récurrentes

Des émeutes secouent l'Algérie régulièrement : aucune n'est parvenue à impulser une dynamique de révolte susceptible de catalyser les griefs et doléances qui traversent la société algérienne. Ainsi, en 2004, le prix administré de gaz butane augmentait en Algérie, il passait de 170 DA à 300 DA. En janvier 2005, en plein hiver, des émeutes que la presse qualifie « d'émeutes du gaz », éclatent dans la wilaya de Djelfa et se répandent dans le centre et l'ouest de l'Algérie. Depuis cette date, le sud de l'Algérie est l'objet de soulèvements réguliers portés par un sentiment d'injustice : au nom de quoi la principale source de revenus extérieurs, en l'occurrence les hydrocarbures, se-

* Luis Martinez est directeur de recherche au CERI-Sciences Po et directeur du CERAM à Rabat. Il est auteur de Violence de la rente pétrolière : Algérie - Irak - Libye (Presses de Sciences Po, 2010).

rait-elle contrôlée, gérée et distribuée par des élites « étrangères » (en fait d'Alger) aux régions pétrolifères ? Pour la première fois, la population exprime son droit au contrôle de la principale ressource de l'Algérie et réclame des comptes aux gouvernements sur le choix de ses dépenses. Pourquoi la région d'Algérie la plus riche en ressource énergétique n'est-elle pas mieux dotée en infrastructures civiles ? De façon inquiétante, la réponse est, pour les émeutiers, leur identité berbérophone. En mai 2008, dans la vallée du Mzab, la ville de Berriane est devenue le symbole de l'affrontement entre « Arabes » et « Berbères ». Dans les rues de la ville, s'opposent des individus convaincus que le montant de la redistribution de la richesse pétrolière dépend de l'appartenance ethnique ou raciale. Après la contestation et la violence des islamistes, viendrait le temps de la revanche des terroirs, de la Kabylie au Mzab. En 2006, selon une étude de l'Agence nationale de l'aménagement du territoire (Anat) pour le compte du ministère de l'Emploi et de la Solidarité nationale, plus de 177 communes (sur les 1 200 que comptent l'Algérie) sont considérées comme défavorisées, elles se situent pour 11 % dans les régions du Nord, 53 % dans les Hauts Plateaux et 36 % dans la région du Sud. Dans ces régions, le revenu des ménages varient entre 5 000 et 10 000 DA/mois (50 à 100 euros). En fait, entre 1989 et 2003, le salaire moyen a baissé de 20 % : « Engendrant un sentiment d'appauvrissement qui ne s'est pas dissipé quand la situation économique s'est améliorée et que des augmentations de salaires ont été effectuées »[1]. Traumatisée par l'effondrement du prix du baril de pétrole en 1986, la population algérienne a gardé de cette période, la conviction que la richesse pétrolière est aléatoire : dans les années quatre-vingt-dix, 25 % de la population était considérée comme pauvre, 4 millions de personnes vivaient en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec 1$ par jour ; 22 % était privée d'un accès à un point d'eau potable. Épuisée par la guerre civile, la population n'a ni la force ni l'énergie de se révolter. Plutôt que chercher à renverser un président que la population ne voit pas comme le symbole du pouvoir, les salariés ont préféré exploiter le contexte révolutionnaire dans la région pour négocier des augmentations de salaires. À la différence de l'UGTT, qui a basculé du côté des opposants au régime de Ben Ali, les syndicats algériens ont défendu leurs catégories professionnelles, privant les sans-emplois d'un outil de mobilisation sans pareil. En effet, force est de constater, que depuis 2003, le gouvernement consacre 50 % de la fiscalité pétrolière en transferts sociaux (770 milliards de dinars), soit environ 13 % du PIB, afin de corriger les effets destructeurs du contrechoc pétrolier (1986-2001). Les résultats sont là : le taux de pauvreté est tombé à 4,9 % de la population totale contre 12,1 % en 2000. Il reste que si la pauvreté a reculé, la précarité demeure le lot de la majorité : 4 millions de personnes (la moitié de la population active) ne disposent d'aucune protection sociale et demeurent employées dans l'économie informelle (secteur des services, agriculture et bâtiment) ; que 500 000 jeunes quittent prématurément le système scolaire sans aucune formation parce qu'ils constatent

1. Rapport national sur le développement humain, 2006, p. 32

que le taux de chômage augmente avec le niveau d'étude (17 % des chômeurs ont un niveau d'étude supérieur).

Les avantages d'une rente pétrolière

Grâce à la hausse vertigineuse du prix du pétrole entre 2002 et 2008, le gouvernement dispose, en 2010, d'un fond de 150 milliards de dollars en réserves. En 2007, les recettes des exportations ont atteint le montant de 56 milliards de dollars, en 2008, le record de 81 milliards de dollars. Jamais depuis le début de sa jeune histoire, l'État n'a eu autant de ressources financières. Le troisième choc pétrolier a permis de rembourser rapidement la dette[2], de relancer les grands chantiers dans les infrastructures civiles et surtout de refonder un semblant de cohésion nationale mise à mal par les années de guerre civile. Dans un contexte de croissance économique et d'abondance financière retrouvée, le PIB par habitant est passé de 1 600 dollars par an/habitant en 1999 à 4 593 dollars en 2010, sans compter une réduction massive du chômage qui est passé de 30 % à 13 %[3].

Le traumatisme de la guerre civile hante toujours les familles algériennes qui ne souhaitent pas s'engager dans un processus de contestation politique par crainte d'une régression vers une situation de violence. À la différence de la Tunisie et de l'Égypte, les jeunes ne bénéficient pas, s'ils manifestent, de la compréhension sympathique des parents. Les autorités algériennes exploitent habilement la peur des familles de voir l'Algérie à nouveau basculer dans la violence. Le deuxième facteur, qui distingue l'Algérie, est que l'on ne croit pas que le départ de Bouteflika annoncerait le début de la démocratie. Les révoltes du début des années 1990 ont envoyé Chadli Bendjedid en résidence surveillée, il y est toujours et l'Algérie n'est pas pour autant démocratique. Chacun mesure que le président n'est qu'une partie du pouvoir et que sans l'armée il ne saurait y avoir de transition véritable. Quant à l'idée de combattre l'armée, elle n'est plus exprimée par personne depuis la défaite de la guérilla islamiste. Enfin, la passion du politique qui caractérisait l'Algérie et qui en avait fait un pays précurseur dans la transition démocratique (1989-1991), s'est éteinte. La guerre civile a broyé la classe politique. Les vainqueurs ont construit un système clientéliste dont la fonction n'est pas de prendre en charge les doléances de la population mais de consolider des privilèges et des prérogatives. Pour la population, les partis ne servent à plus rien. La présidence de Bouteflika s'est construite sur le retour de « l'homme providentiel » et non sur l'édification d'institutions politiques capables d'aider la société algérienne à résoudre de façon pacifique ces conflits. La population a très bien compris cela, aussi ne réclame-t-elle pas son départ, mais les surplus de la rente pétrolière.

2. La dette extérieure s'élevait en 1998 à 30,47 milliards de dollars, elle représentait 63,2 % du PIB. En 2008, après remboursement anticipé, elle s'élevait à 4 milliards de dollars et ne représentait plus que 2,39 % du PIB, « Algeria Country Forecast », Economist Intelligence Unit, 1 juillet 2008.
3. Political Risk Services, Algeria Databank, 1 décembre 2008, p. 6.

Et pourtant, le discours du président Abdelaziz Bouteflika confirme les inquiétudes sur l'état de sa santé. Considéré comme malade, affaibli, vulnérable, Abdelaziz Bouteflika semble, en apparence, être une victime facile. En apparence seulement, car le régime qu'il représente dispose de très sérieux atouts pour résister à un tsunami démocratique. Tout d'abord, le ministère de l'Intérieur a une très grande expérience de la gestion des manifestations, émeutes et révoltes. Depuis les années 1980, l'Algérie est secouée par des révoltes. Les effectifs de la police s'élèvent à près de 200 000 personnes ; ils sont bien équipés et bénéficient de moyens considérables. Cette montée en puissance de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) explique pour certains observateurs l'assassinat de son directeur, le 25 février 2010. Sous Bouteflika, la DGSN rivalise avec les services tout puissants de l'armée. Une révolution sécuritaire s'est opérée en Algérie, à l'insu de tous ; l'armée n'a plus le monopole des moyens de contrôle et de coercition. Au niveau international, à la différence de la Tunisie et de l'Égypte, l'Algérie dispose d'une rente pétrolière qui l'immunise contre des pressions que pourrait exercer la communauté internationale : 10 % de l'approvisionnement en gaz de l'UE provient de l'Algérie. Ses ressources ne dépendent ni de l'industrie touristique ni de la rente du Canal de Suez ; elle ne reçoit pas d'aide comparable à celle que fournit l'armée américaine à l'armée égyptienne. C'est dire qu'elle n'aurait aucun problème à résister à des moyens de pression. Face à la solidité du régime, l'opposition apparaît comme atone, incapable d'offrir une alternative crédible.

Un vide politique inquiétant

Les forces démocratiques sont-elles capables de produire des actions collectives susceptibles de déboucher sur la reconnaissance de leurs revendications ? La coordination nationale pour le changement et la démocratie parviendraient-elles à structurer le combat au nom de la démocratie ? Il lui faut trouver un modus opératoire original et surtout approprié à l'Algérie. Car exiger le départ du président Bouteflika, par exemple, ne garantirait en aucun cas le commencement d'une transition vers la démocratie. Entre 1999 et 2009, Bouteflika, aidé par le prix du pétrole, est parvenu à restaurer, si ce n'est la légitimité des institutions, un retour à l'ordre dans les affaires. Cependant, sa volonté de poursuivre en 2009 « l'œuvre » entamée en 1999 soulève des doutes et des inquiétudes. Son écrasante victoire à l'élection présidentielle de mai 2009 était prévisible (90 % de votes en sa faveur), les rivaux du président candidat ne disposant ni de l'appareil d'État, ni de la logistique d'un grand parti politique populaire. L'élection ne pouvait que se traduire par un plébiscite. Le président souhaite faire revivre la fiction d'un président populaire sur le modèle de Houari Boumediene (1965-1979). Aussi, l'enjeu de l'élection a-t-il porté davantage sur le taux de participation. Le taux officiel de participation, 74,11 %, a soulevé des interrogations sur sa fiabilité. En 1999, le « vote Bouteflika » s'expliquait par la volonté de tourner la page des années de violence, d'oublier le drame de la guerre civile. En 2009, le plébiscite présidentiel a consisté à faire croire qu'il n'y a pas de vide politique,

que la nation dispose d'un chef d'État fortement soutenu par sa population : avec le retour de l'abondance financière, Bouteflika fait resurgir le « boumediénisme ». Pourtant, comme le soulignent certains observateurs, avec un cours inférieur à 70 dollars au-delà de 2011, « l'économie algérienne serait confrontée à un véritable séisme, pouvant entraîner des licenciements massifs »[4]. Depuis 1999, à l'exception du remboursement de la dette, l'Algérie de Bouteflika n'a pas su sortir de la dépendance énergétique. Préoccupé, à juste titre, par la réconciliation nationale après la guerre civile (1991-1999), le président a mis en œuvre une politique d'amnésie qui a fonctionné : le drame de la guerre civile est enfoui dans la mémoire collective et il se dégage un accord tacite pour ne pas le faire resurgir. La peur des responsabilités mutuelles a paralysé les protagonistes d'hier. C'est une plaie qui s'est refermée sans avoir été désinfectée… Le souci du président d'entrer dans l'histoire comme le « sauveur » de l'Algérie cache l'incapacité de bâtir des institutions politiques légitimes. Le renouveau du clientélisme peut fonctionner momentanément grâce aux revenus du pétrole. Mais les problèmes demeurent toujours : dépendance pétrolière, faiblesse des institutions, chômage, corruption, etc. Autant d'ingrédients qui sapent les bases de stabilité future. La très forte abstention lors des scrutins montre que, pour les électeurs algériens, les partis politiques sont dans l'incapacité de représenter la société ; ils apparaissent comme des instruments au service d'un système qui leur accorde une marge de manœuvre bien réduite. Ainsi, plus que le troisième choc pétrolier, c'est l'absence d'institutions démocratiques qui alimente les inquiétudes car, comme le souligne le sociologue Zoubir Arous, le risque est grand : « Il n'y a plus de forces organisées capables de mener des changements pacifiques. C'est donc la voie ouverte au changement par le chaos »[5]. Lors des élections législatives de mai 2007, les éditorialistes ont souligné l'urgence de restaurer le lien entre électeurs et dirigeants politiques. Or, le taux national de participation a été de 35,51 %, soit l'un des plus faibles enregistrés officiellement depuis l'indépendance en 1962. Pis encore, le taux « réel » de participation aurait été inférieur à 20 %, selon le premier secrétaire du Front des forces socialistes (FFS), Karim Tabou, qui avait appelé au boycott. En fait, dans une chronique pertinente « Voter pour qui, pourquoi ? »[6], un éditorialiste algérien souligne que les électeurs « sanctionnent l'absence de politique et la transformation des partis en simples appareils et courroies du système… Cela suppose que l'on sorte des logiques de façade pour aller vers une démocratisation réelle et effective ». La très forte abstention a montré l'incapacité des partis politiques à mobiliser des électeurs, les partis politiques apparaissant comme un instrument au service d'un système clientéliste qui ne répond plus aux attentes.

4. Chems Eddine Chitour, « Troisième contrechoc pétrolier. Que doit faire l'Algérie ? », L'Expression, 24 novembre 2008.
5. El Watan, 20 mai 2007.
6. Le Quotidien d'Oran, 19 mai 2007.

Si la guerre en Libye a été un repoussoir pour la société algérienne, le Maroc est sans doute un espoir. Les réformes promises par le Roi Mohammed VI, obligent l'Algérie à se reformer également : prise entre la révolution démocratique en Tunisie et les réformes constitutionnelles au Maroc, l'Algérie ne pourra demeurer longtemps dans ce calme trompeur.

Publié simultanément en tant qu'article Focus à l'Observatoire de Politiques Euro-Méditerranéennes, www.iemed.org